

Oui, l'Europe de la défense existe

CAMILLE GRAND

Le Figaro, Vendredi 5 Décembre 2008

Le directeur de la Fondation pour la recherche stratégique salue les avancées de l'Europe de la défense, dont on célèbre le dixième anniversaire cette semaine, malgré les critiques dont elle fait l'objet.

Le sommet franco-britannique de Saint-Malo, souvent retenu comme l'acte de naissance de la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), a dix ans cette semaine. Il est de bon ton de moquer cette « Europe de la défense » qui ne serait encore qu'un nain militaire tout juste capable de mener des opérations civilo-militaires, mais inexistante sur la scène stratégique.

Si l'Europe a longtemps été un consommateur de sécurité, protégée de la menace soviétique par les Américains, elle est aujourd'hui un producteur de sécurité face aux crises qui secouent l'Afrique, les Balkans ou la Géorgie. L'Europe de la défense est une réalité. Plutôt que regretter ses faiblesses, il faut mesurer le chemin parcouru depuis 1998. L'Union européenne est, aux yeux du monde, un acteur international, y compris au plan militaire. Elle existe et est attendue.

Elle est, à la différence d'autres politiques européennes, peu tributaire des aléas du débat institutionnel. En moins de dix ans, l'Union s'est dotée des outils institutionnels et militaires qui lui ont donné les moyens d'émerger au plan stratégique. Loin des querelles idéologiques qui ont jalonné ses projets, elle est ainsi passée du projet à une réalité concrète.

C'est paradoxalement d'abord sur le plan opérationnel que l'Union est devenue un acteur stratégique. Depuis 2003, elle a lancé 21 missions, dont six opérations militaires déployant plusieurs milliers d'hommes là où l'on aurait jugé, il y a quelques années, tout à fait improbable de voir flotter un drapeau européen, de l'Afrique à l'Afghanistan, des Balkans à l'Asie du Sud-Est en passant par l'océan Indien, le Moyen-Orient et le Caucase. Aujourd'hui, plus de 60 000 hommes sont ainsi déployés hors de nos frontières.

En Afrique, alors que les autres acteurs fuient ce continent, l'Union européenne et les Nations unies seules se sont engagées. En 2003, à Bunia, en République démocratique du Congo, l'UE a mené sa première opération autonome pour empêcher la reprise des grands massacres ethniques dans la région des Grands Lacs. En 2006, sous commandement allemand, elle a stabilisé Kinshasa pendant un processus électoral tendu. Aujourd'hui, l'Irlande commande l'opération EUFOR au Tchad, apportant son appui aux forces africaines engagées au Darfour, et le Royaume-Uni conduit l'opération navale « Atalanta » de lutte contre la piraterie au large de la Somalie. Qui aurait imaginé, il y a cinq ans seulement, que ces trois pays conduiraient des opérations en Afrique ?

À ses portes, dans les Balkans, depuis 2004, l'Union assure l'ensemble des responsabilités en Bosnie-Herzégovine, après avoir mené une mission de stabilisation en Macédoine. Au Kosovo, elle mène sa plus importante mission civile pour y promouvoir l'État de droit. Alors que, dans les années 1990, l'Europe semblait paralysée face à la dislocation brutale de la Yougoslavie, c'est elle qui reconstruit aujourd'hui les Balkans et assure très largement leur stabilité au plan militaire.

Trois grands défis conditionnent aujourd'hui la pleine réussite de cette Europe de la défense. Elle doit être plus visible, quand d'autres organisations, comme l'Otan, communiquent mieux. Plus crédible aussi : ses capacités militaires ne sont pas encore à la mesure des crises actuelles. La

présidence française de l'Union européenne a fait de leur renforcement une priorité. S'il est essentiel d'éviter l'effritement, année après année, des dépenses militaires, il faut surtout dépenser mieux les 200 millions d'euros qui y sont consacrés par an (soit le deuxième budget mondial derrière les États-Unis). Pourtant, moins de 15 % de cette somme est consacré aux acquisitions d'armements modernes. Pire, sur 2 millions de soldats européens, seuls 20 % sont réputés déployables et à peine 3 % sont effectivement engagés dans des opérations : les forces européennes sont encore trop souvent des armées de la guerre froide, dédiées à la protection du territoire et non aux missions de projection, quotidien des armées modernes. Elle doit mieux préparer l'avenir, en favorisant une véritable politique d'acquisition et à travers des projets industriels et scientifiques ambitieux. Or elle ne consacre que 5 % de son effort de défense à la recherche, grande oubliée de la décennie passée.

Dans un monde dangereux, secoué par le terrorisme de masse et les crises régionales, menacé par la prolifération des armes de destruction massive, l'Europe est devenue un acteur stratégique. Elle doit, pour être à la hauteur des enjeux, franchir une nouvelle étape dans la construction d'une véritable Europe de la défense plus sûre d'elle-même, dans une relation apaisée avec l'Otan. Les Européens le souhaitent, le reste du monde en a besoin.

«Plutôt que regretter ses faiblesses, il faut mesurer le chemin parcouru depuis 1998»